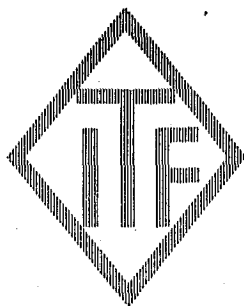




FASCISME

N° 4

Amsterdam, le 23 février 1935.



Schuschnigg incite au meurtre . (I.T.F.) L'importance croissante des organisations illégales dans la reconstruction des syndicats libres autrichiens devient de plus en plus pénible pour le syndicat unique fasciste. Dans l'éditorial de son organe, le groupement fasciste des travailleurs des industries graphiques est contraint de s'élever contre une feuille volante émanant de l'organisation illégale des typographes, du fait que "l'excitation" déclenchée par les mesures fascistes "va à certains endroits jusqu'à dépasser les limites du raisonnable". L'organe des employés des assurances avertit les militants syndicalistes qu'ils n'ont à compter sur aucun égard de la part de la police. L'organe fasciste des ouvriers chimiques enfin menace ceux qui se consacrent à l'activité syndicaliste illégale de "quelques mois de vacances à la campagne", à savoir dans un camp de concentration.

Le porte-parole du gouvernement Schuschnigg, le quotidien viennois "Reichspost" juge le camp de concentration insuffisant; il lui faut du sang! Cet organe de la dictature chrétienne reproduit avec approbation (!) l'incitation au meurtre publiée par le journal "chrétien" la "Deutsche Presse" de Prague: "On sait bien parmi la population que des émigrés apportent le "Arbeiterzeitung" paraissant à Brno jusqu'à la frontière autrichienne où leurs camarades autrichiens viennent le prendre. A Nicolsbourg... paraît de temps à autre l'ancien leader, originaire de cette ville, de l'organisation des cheminots, Berthold König. Dans une certaine maison, König rencontre des camarades de premier plan nicolsbourgeois, et c'est là probablement que se tient le conseil de guerre. Il y a peu de jours une entrevue de ce genre a de nouveau eu lieu et de nouveau des malles ont été expédiées.... Est-il nécessaire de rappeler le meurtre vémhique près de Prague? Que les émigrés disparaissent de près de la frontière autrichienne!" * rouge.

Près de Prague, un national-socialiste allemand qui s'était retiré du parti hitlérien a été assassiné le 24 janvier par des Nazis allemands. Les assassins avaient été équipés pour leur expédition par le parti d'Adolf Hitler et à présent, ils ont trouvé un asile dans le Troisième Reich. Les Nazis ont soudoyé et instruit les meurtriers. Officiellement cependant, même un Goering n'ose pas ouvertement se prononcer en faveur de la justice vémhique au-delà des frontières.

Les dictateurs chrétiens de l'Autriche vont-ils à présent mander officiellement des assassins au-delà des frontières?

Extorqueurs. (I.T.F.) Le Front patriotique, l'organisation centrale des syndicats autrichiens fascistes, expédie des lettres d'extorsion. En voici le contenu: "La direction du Front patriotique juge opportun de vous communiquer que dans un prochain délai déjà, il n'y aura plus de perspectives pour les personnes qui ne font pas partie du Front patriotique de trouver un emploi dans l'industrie ou dans le commerce. Le danger existe en outre que des personnes qui ne sont pas patriotiquement organisées, perdent l'emploi qu'elles occupent au profit d'autres qui font partie du Front patriotique. La présente lettre a pour but de signaler expressément ce danger à votre attention et de vous mettre en garde contre un préjudice quelconque. Les adhésions etc. Secrétaire municipal, le Président du Front patriotique, Duernkrut. " Dans de nombreuses localités, des lettres de ce calibre ont été expédiées.

Chiffons de papier. (I.T.F.) L'organe du Syndicat unique fasciste des travailleurs de l'alimentation décrit dans son numéro de février 1935 quelle est la situation en Autriche, un an après l'anéantissement des syndicats libres: "Les employeurs cherchent à se décharger autant que possible de la réduction de leurs profits sur les salariés en augmentant la durée du travail et en diminuant les salaires. L'augmentation des heures de travail détermine naturellement un chômage accru qui grève de nouveau la communauté....

quoique le statut des ouvriers ait été maintenu officiellement, de nouvelles attaques contre les droits ouvriers ont lieu constamment dans la vie quotidienne....lors de la conclusion de tous les nouveaux contrats collectifs on constate unanimement la tendance inquiétante d'avilir les salaires et conditions de travail.....

Les contrats collectifs encore en vigueur cependant, sont souvent considérés comme de simples chiffons de papier. Le niveau de l'esprit qui préside à la conclusion de contrats collectifs a beaucoup baissé. Dans la pratique les taux contractuels des salaires de même que les dispositions relatives aux heures de travail, aux repos et aux congés annuels, sont fréquemment violés. Une pression exercée par la menace du licenciement oblige ainsi les ouvriers à renoncer, en général et en particulier, avant ou après la conclusion d'un contrat collectif, aux droits prévus dans celui-ci. A cela s'ajoutent des quittances pour des salaires jamais touchés, des rétributions sous la forme d'une somme globale, sans calcul séparé pour les heures supplémentaires, le travail de nuit et le travail du dimanche. En outre, les contrats collectifs sont sapés par la signature de contrats individuels..... Des journées de travail de 10, 12, 14 voire 16 heures se produisent, les repos ne sont pas observés la plupart du temps, le congé annuel ne semble pas conforme aux prescriptions." Bref, la promesse faite par la dictature chrétienne disant que "les droits des ouvriers sont sacrés" n'est qu'un chiffon de papier.

Vienne la Rouge et Vienne la Noire. (I.T.F.) La majorité socialiste au conseil municipal de Vienne avait construit des logements ouvriers exemplaires bon marché, et relevé sensiblement de la sorte le niveau de vie des travailleurs peu payés.

L'administration fasciste de Vienne la Noire ne consacre plus (pas non plus dans le budget pour 1935) un seul schilling aux constructions de logements ouvriers, mais elle se contente de créer des asiles pour sans-logis où des familles entières devront être hébergées!

La réduction des salaires de 10% demeure. (I.T.F.) A la mi-juin 1934, le syndicat unique fasciste avait, dans un nouveau contrat collectif, réduit provisoirement les salaires des ouvriers du bois autrichiens, jusqu'au 1er mars 1935 de 10%. A présent, la réduction a été prolongée jusqu'au 1er mars 1936.

Un geste politique. (I.T.F.) Le président de l'organisation chrétienne des métallurgistes de la Sarre, Pick, a soustrait une partie de la fortune de son organisation aux Nazis adversaires des syndicats et l'a placée en sécurité à l'étranger. A la demande de la justice de Sarrebruck, Pick a été arrêté à Strasbourg, mais suivant une instruction du ministre français de la Justice, il a de nouveau été relâché. Le ministre français estime que sauver des fonds syndicaux d'entre les mains des trésoriers corrompus du Front du travail, ne doit pas être considéré comme un crime, mais comme un geste politique.

La réduction des salaires en Lettonie (I.T.F.) La dictature en Lettonie a réduit les salaires et traitements en vigueur dans les entre-

prises municipales de 30% en moyenne. Le budget pour 1935 prévoit une réduction radicale des traitements des fonctionnaires publics. Le mauvais exemple donné par les autorités n'a pas manqué de faire sentir son influence dans les entreprises privées; sur toute la ligne la réduction des salaires a commencé.

Les assurances sociales sont avilies en Bulgarie. (I.T.F.) Par un décret du 5 janvier, la dictature bulgare a considérablement avili les prestations de l'assurance sociale. L'indemnité payée en cas d'accident a été sensiblement réduite; lors d'un salaire journalier de 31 à 45 levas (100 levas = 17 fr.fr.env.), ce qui constitue le revenu moyen des ouvriers auxiliaires et des ouvrières à Sofia, la réduction est de 10%. Lors d'un salaire journalier de 46 à 60 levas, elle est de 20% et lorsque le revenu dépasse 100 levas par jour, elle est de 15 2/3%. L'allocation pour enfants n'est plus versée que pour les enfants de moins de 16 ans. Dans l'assurance-invalidité la pension s'élevait depuis 1924 en cas d'invalidité complète à 300 fois le salaire journalier de sorte qu'elle atteignait pratiquement le montant du salaire intégral. A présent la pension a été réduite de 25%.

La pension accordée aux veuves a été ramenée de 40% de la pension à 30% du revenu annuel du mari décédé, celle des orphelins de 30% de la pension à 15% et celle des orphelins de père et de mère de 50% de la pension à 20% du revenu annuel du travailleur décédé. Jusqu'à présent lorsqu'il n'y avait ni femme ni enfants, les parents ou des frères et sœurs nécessaires touchaient 30% de la pension, pourcentage qui a été abaissé à 20% du revenu annuel. Les ayants droit pouvaient toucher ensemble jusqu'au montant intégral de la pension, actuellement cependant ils n'ont plus droit qu'à 65 % du revenu annuel de l'ouvrier ou employé décédé.

Les particularités de Dantzig. (I.T.F.) Suivant l'exemple du Reich, le Sénat national-socialiste de l'Etat libre de Dantzig a mis en vigueur un règlement disciplinaire pour le "service auxiliaire", nom qu'on a donné au service du travail. En règle générale le règlement disciplinaire prévoit les mêmes sanctions qui "enthousiasment" les jeunes Allemands au service du travail, avec quelques exceptions caractéristiques toutefois. A Dantzig il n'y a pas de "régime cellulaire jusqu'à 8 mois"; on se contente d'arrêts simples jusqu'à 4 semaines et d'arrêts de rigueur jusqu'à 15 jours. A côté de cela on a introduit des "peines légères" qui peuvent être infligées par chaque officier du service auxiliaire aux jeunes chômeurs, à savoir: interdiction de sortie pour une durée de 4 semaines au maximum et suppression de la misérable solde pendant 2 mois au maximum. Les jeunes Allemands leur envieront certainement ces particularités dantziennes!

Le Dr. Goebbels prend ses précautions. (I.T.F.) Aux mois de mars et d'avril les élections des conseils de confiance auront lieu pour la première fois dans le Troisième Reich. L'unique liste de candidats pour ces élections est dressée par l'employeur. Les travailleurs n'ont que le droit de biffer certains ou tous les candidats patronaux mais ils ne peuvent pas proposer de candidatures. Lorsque les salariés repoussent les candidats de l'employeur, le Commissaire au travail peut désigner le Conseil de confiance sans tenir compte de leur opinion.

Les désirs même des organisations nationales-socialistes n'imposent aucune entrave à l'employeur. Les conseils de confiance n'ont absolument rien à dire; ils siègent sous la présidence de l'employeur qui en convoque les sessions. Le conseil de confiance n'a que voix consultative; ses décisions ne sont point obligatoires. Les élections de ces conseils n'ont une certaine importance que pour mesurer l'état d'esprit dans les entreprises.

En 1934 les élections des hommes de confiance sont devenues dans les principales entreprises d'Allemagne un échec décisif pour les candidats nationaux-socialistes. On a interdit par conséquent à la presse de publier ces résultats. Cette année les Nazis craignent une nouvelle défaite; le 1er février le Dr. Goebbels, le ministre de la Réclame, s'est par conséquent chargé de "toute l'activité de publicité du Front du travail et de ses organes" et de la sorte aussi de la publication officielle des résultats des élections.

La duperie des hommes de confiance. (I.T.F.) Dans l'Allemagne démocratique les membres des conseils d'usine étaient, dans les entreprises d'une certaine importance, entièrement ou partiellement exemptés du service de manière à disposer des loisirs nécessaires pour s'occuper des intérêts du personnel. Le Troisième Reich a supprimé les conseils

d'usine; l'employeur ou le chef d'entreprise tranche à présent "toutes les questions intéressant l'entreprise" (art. 2 de la loi sur la réglementation du travail national). Les conseils de confiance n'ont que voix consultative, c'est l'employeur qui décide. Pour commencer cependant on a accordé aux membres des conseils de confiance les mêmes facilités de service qu'anciennement aux conseils d'usine. Peu à peu toutefois, certains employeurs ont réintégré les membres des conseils de confiance dans le processus du travail et au début de février 1935, la plus grande entreprise allemande, la Reichsbahn a aboli la libération du service dont bénéficiaient jusqu'à présent les membres des conseils de confiance. Actuellement ils ne seront plus exemptés du service que d'un cas à l'autre sur l'initiative du chef du dépôt. On conçoit que leur prestige, déjà réduit en lui-même, en a été davantage compromis.

Il est probable que les entreprises privées suivront l'exemple de la Reichsbahn.

Les employeurs accentuent le contrôle sur le Front du travail (ITF.) Le Front allemand du travail a dû consentir aux employeurs un droit de contrôle étendu sur son fonctionnement. Les employeurs désignent les chefs adjoints de toutes les "communautés nationales d'entreprise", et nomment la moitié des permanents de cette organisation jaune. En province toutefois, ils ne pouvaient pas partout faire valoir leur influence comme ils le désiraient. A présent cependant leur influence est garantie dans tout le Reich. Un nouvel organe de contrôle, le "Arbeitsring" a été créé, afin d'empêcher que les secrétaires du Front du travail en dehors de Berlin prennent "des mesures, pour lesquelles les conditions préalables nécessaires font défaut dans la pratique." Le "Arbeitsring" est composé dans les différentes régions, de la direction régionale du parti nazi, de la S.A. et de la S.S., des secrétaires du Front du travail aux traitements les plus élevés, du Président de la Chambre de Commerce, de même que d'un nombre parmi les chefs d'entreprise "les plus capables et les plus compétents, de toutes les branches d'industrie" qui n'ont même pas besoin d'être membres du parti nazi. Aucun ouvrier ou employé ne siège dans cet organe de contrôle. L'administrateur régional du Front allemand du travail de Dusseldorf assure de bonne foi que "le Front allemand du travail a voulu, par l'introduction du "Arbeitsring" créer un nouveau champ d'activité pour les employeurs et chefs d'entreprise allemands! Dans la région industrielle de Dusseldorf, le "Arbeitsring" a déjà commencé son activité comme organe consultatif de l'administrateur régional du Front allemand du travail.

Jeunesse déçue. (I.T.F.) A la suite d'une intervention personnelle de Hitler, l'hebdomadaire berlinois "Der Reichswart" a été passagèrement interdit. Le 3 février, le périodique avait publié un article d'un jeune Nazi qui rend bien l'état d'esprit de larges milieux de la jeunesse déçue: " Nous sommes pourtant tout à fait seuls, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes, uniquement sur nous-mêmes... Dans ces mois spécialement où tant de gens nous ont abandonnés, où beaucoup sont pleins de soucis et de doutes concernant le succès de notre oeuvre, les troupes de choc de la nouvelle orientation doivent rester fidèles aux intérêts du mouvement! Nous sommes menacés en effet par le danger mystérieux et sombre de la défaite, par le faux éclat d'une victoire politique la Pyrrhus (l'auteur veut dire le plébiscite de la Sarre. Red.) Nous marchons à côté de compagnons de route en qui ne nous pouvons pas avoir une entière confiance (Schacht? Red.) Devant nous se dresse, plein d'épines et presque insurmontable le dernier rempart, mais le plus grand et le plus difficile à vaincre avant le but: le capitalisme.

Comment nos camarades (au sein du gouvernement) ont-ils pu penser que le capitalisme et l'exploitation du travail appartenaient au passé au moment où ils marchent au pas le long des frontons des bourses, où ils lisent dans les quotidiens de la bourgeoisie les longues listes de dividendes et où ils constatent encore suffisamment par leur propre expérience comment cette orientation économique criminelle dépouille tout le monde et défend ses bastions avec l'énergie du désespoir. C'est pourquoi le mouvement ne peut pas s'accorder de répit... Continuons à lutter dans l'ancien esprit, car bien des choses ne sont pas encore atteintes."

La dictature était indignée de ce qu'un jeune national-socialiste osât lui rappeler les promesses socialistes qu'elle avait brisées. Le ministre de la Propagande, le Dr. Goebbels, déclara en motivant l'interdiction, que le protestataire de 20 ans était bien trop jeune pour critiquer le "gouvernement de la jeunesse". Dans le Troisième Reich, la jeunesse n'a que le droit de se taire, de fournir du travail forcé et de se laisser dresser en vue de guerres futures.

La Reichsbahn, dépôt de recrues. (I.T.F.) Le dressage militaire des ouvriers, employés et fonctionnaires au service de la Reichsbahn, prend des proportions de plus en plus vastes. A la direction régionale de Cologne par exemple existe une section spéciale pour la formation militaire. Pour la formation des troupes de surveillance de la Reichsbahn, en majorité des employés privés, une école spéciale a été créée sur le terrain de tir de la Reichswehr Wahner Heide (près Cologne). Dans cette école des groupes de 500 à 600 employés sont formés chaque fois pendant 6 semaines. L'instruction comprend une partie pratique et théorique. Dans les cours pratiques on exerce les employés au tir au fusil et au pistolet, au lancement de grenades à main et au maniement de pièces d'artillerie légère. La partie théorique comprend des cours de topographie, de lecture de cartes et de stratégie. La Reichsbahn tient à ce que les participants à ces cours fassent partie des S.A. ou S.S. et soient soumis de la sorte à la juridiction spéciale du parti nazi.

A Opladen, près de Cologne, des chauffeurs sont formés pour la conduite des autobus de la Reichsbahn. Ces chauffeurs sont aussi choisis dans les rangs des S.A. et S.S. et engagés par la Reichsbahn aux termes d'un contrat individuel. Ces chauffeurs, généralement des chauffeurs et ajusteurs des ateliers de la Reichsbahn, forment une troupe spéciale. On les forme pour la conduite de voitures dite de terrain ou de protection, qui pilotent et protègent des convois entiers d'autos. Ces voitures de protection sont blindées et sont munies des bases nécessaires au montage de mitrailleuses et canons légers. C'est la Reichsbahn qui porte les frais de cet équipement.

On renonce aux appels dans les entreprises (I.T.F.). Le Front allemand du travail a dû reconnaître son échec et renoncer à l'introduction générale des appels dans les entreprises. Le chef de l'office pour les appels dans les entreprises a décrété le 7 février que les appels "ne seront appliqués que lorsque le personnel et l'employeur sont convaincus de la nécessité de leur application". Tous les hommes salariés entre 18 et 25 ans devront être convaincus par groupes de la nécessité de ces appels. Vu que tous les moins de 25 ans peuvent à tout moment perdre leur emploi et être transférés dans un camp de travail, le Front allemand du travail pense trouver auprès d'eux moins de résistance. Quant aux jeunes de moins de 18 ans, pour eux les appels seront immédiatement pratiqués... si toutefois l'employeur le permet. Messieurs les employeurs ne peuvent cependant plus être forcés d'aucune manière que ce soit, à organiser les appels; lorsque ceux-ci ont lieu, un représentant du Front allemand du travail dans l'entreprise, se charge du commandement.

Le journal quotidien du Front du travail. (I.T.F.) A partir du 31 janvier 1935 "Der Deutsche", quotidien du Front allemand du travail, a cessé de paraître. Le "Angriff" berlinois, publié par la centrale d'édition du parti national-socialiste, est devenu désormais l'organe officiel du Front du travail.

Le journal "Der Deutsche" avait été repris des syndicats chrétiens le 1er juillet 1933 dans le but de pouvoir donner journalièrement une directive aux propagandistes du Front du travail. La maison d'édition dirigée par le Dr. Ley espérait pouvoir publier le journal avec l'aide de l'organisation du Front allemand du travail, en un tirage important, mais la concurrence de la presse provinciale nazie a fait échouer cette tentative. Le "Deutsche" n'a jamais pu dépasser un tirage de 150.000; en décembre 1934, il comptait 136.000 abonnés. Lorsque le 1er février 1935 toute la presse du Front allemand du travail fut soumise au contrôle du ministre de la Propagande, le journal perdit sa valeur politique pour le Dr. Ley. On le trouva disposé à cesser la parution du journal et à transférer les abonnés au "Angriff" dont le tirage avait diminué de 94.000 en décembre 1933, à 53.000 un an plus tard. Les rédacteurs du journal "Der Deutsche" ne furent informés de cette transaction qu'en lisant la nouvelle dans le "Angriff" et dans le "Völkischer Beobachter".

Les rédacteurs du "Angriff" sont d'anciens membres de la S.A. qui ne connaissent rien aux questions sociales et économiques. Ils rédigeaient jusqu'à présent un journal boulevardier destiné au public des cafés, des locaux de la S.A., des dancings. Les permanents du Front du travail trouvaient dans le "Deutsche" leur source d'informations quotidiennes; le "Angriff" cependant ne désire "pas informer, mais uniquement stimuler et exciter". Les lecteurs protestèrent. À la fin de la première semaine, le rédacteur en chef dut s'excuser auprès de ses lecteurs déçus en les priant "d'accorder à la rédaction un certain délai". (Der Angriff, N° du 7 février). Il se plaignit amèrement de "la guerre menée par coups de téléphone et par lettres par les lecteurs contre la rédaction et il expliqua en guise d'excuse que les dix nouveaux rédacteurs du nouveau journal quotidien du Front allemand du travail "ne connaissent pas à fond" les questions sociales et économiques. Vu que les collaborateurs du "Deutsche" semblent faire la grève, le "Angriff" se contente pour le moment de reproduire les notices paraissant dans le "Service d'informations du Front du travail" qui est envoyé à toute la presse allemande.

Le Troisième Reich des bonzes. (I.T.F.) Au début de janvier 30,294 ouvriers travaillaient à la construction d'autostrades sur une longueur totale de 1.191 km. Les services administratifs de la construction hébergaient cependant à la même époque, suivant des renseignements officiels, 4.260 fonctionnaires. Il y a donc un bonze sur 19 ouvriers occupés aux travaux forcés des auto-strades et quatre par kilomètre de route à accomplir. Les discours de propagande parlaient, on s'en rappelle, du chiffre énorme de 500.000 km. d'auto-strades. Les bonzes bruns ont donc encore de belles perspectives.

L'exemple des Führer. (I.T.F.) Aux frais du peuple, les Führer nazis mènent une vie de prince. L'état-major de la S.A. berlinoise avait à lui seul, ainsi que Hitler l'a déclaré lui-même le 1er juillet 1934, consommé 30.000 marks par mois uniquement en beuveries. Le chef du Front du travail, le Dr. Ley est perpétuellement gris pendant ses voyages à travers le pays. Dans les milieux ouvriers on le nomme "le tonneau de vin en uniforme". L'évêque de Berlin a dû constater à la mi-février que la consommation d'alcool augmente de manière inquiétante et que le nombre des crimes et accidents dus à l'excès de boissons alcooliques ne font que croître. L'exemple des Führer porte ses fruits!

LES OUVRIERS DES TRANSPORTS SOUS LE FASCISME.

Les dockers dantzikois se prononcent contre les Nazis. (I.T.F.) Les élections du Conseil d'administration de la 2nd commission pour le port et les voies d'eau de Dantzig ont apporté un beau succès à l'organisation syndicale libre du personnel des chemins de fer et de la Commission du port. Sur le total de 671 voix émises, la liste syndicaliste en a remporté 192, celle des syndicats chrétiens 31 et celle de l'Association professionnelle polonaise 132. Le Front du travail dantzikois avait mis l'organisation syndicaliste dans l'impossibilité de tenir des réunions. Dans la circonscription rurale de Einlagen, les Nazis ont même empêché la présentation de listes syndicales. Toutes les voix émises dans cette circonscription ont été considérées comme favorables aux candidats nazis. Néanmoins, la liste nationale-socialiste n'a remporté que 316 voix. 54% des dockers dantzikois se sont prononcés contre les Nazis.

Le Front du travail déçu a négligé jusqu'à présent de publier le résultat du vote. * Caisse d'assurance-maladie de la

Le bon vieux temps. (I.T.F.) La dictature chrétienne a supprimé pour les agents auxiliaires et pour les ouvriers affectés à l'entretien de la voie aux chemins de fer fédéraux autrichiens le droit au congé annuel dont ils bénéficiaient autrefois et dont la durée était établie en tenant compte des périodes de service fournies par eux les années précédentes. Elle a aussi sensiblement avili les dispositions relatives aux facilités de circulation et à la tenue de service et en outre avili les dispositions relatives à l'avancement pour les agents auxiliaires.

Les ouvriers (saisonniers) de l'entretien de la voie n'ont, dès leur reprise en service au printemps, plus touché les salaires qui leur avaient été payés l'année d'avant--ainsi que le prescrit le contrat--mais ils n'ont été engagés que s'ils déclaraient se contenter d'un salaire horaire de 10 à 15 groschen plus bas. A l'automne lors du congédiement des ouvriers de l'entretien de la voie, les membres des Heimwehren ont été gardés plus longuement en service et plusieurs même de manière permanente comme ouvriers de l'entretien de la voie ayant de longues années de service. Il y a même eu des cas de mise à la retraite d'agents auxiliaires dans le but de pouvoir garder en service des membres des Heimwehren.

Le droit au commissionnement a été suspendu. Il est laissé à présent au bon gré de l'administration si elle veut, oui ou non, commissionner un agent et à quel moment. Ceci rétablit, sur ce terrain aussi, la situation du temps des Habsbourg, alors que beaucoup de cheminots faisaient 10,15 voire 20 années de service comme agents non commissionnés, exploités dans toutes leurs fonctions, et étaient alors au moment où leur commissionnement "allait être envisagé" déclarés inaptes par le médecin des chemins de fer et condamnés ainsi à terminer leur carrière aux chemins de fer sans avoir été commissionnés.

L'organisation libre des cheminots autrichiens avait mis fin à cette situation. Après la dissolution des syndicats libres, les fascistes se sont empressés de faire revivre "le bon vieux temps".

Porteurs de gare --membres de la Heimwehr. (I.T.F.) Les porteurs de gare aux chemins de fer autrichiens étaient des agents des chemins de fer avec les mêmes droits que les autres. En mars 1934, cette catégorie d'agents a été supprimée, les intéressés ont été affectés au nettoyage des voitures et à d'autres services auxiliaires et, en vertu d'accords spéciaux, seuls des membres de la Heimwehr et d'autres "corps de défense" ont été embauchés comme porteurs de gare.